

Journées des masters 2025 — Compte rendu

La Journée des masters 2025 s'est tenue le 21 novembre 2025 de 10h à 17h dans les locaux des Archives contestataires et du Collège du travail (2, boulevard Carl-Vogt, Genève). Cette rencontre, ouverte au public, réunissait de jeunes historiennes et historiens venu·e·s présenter des mémoires récemment soutenus, en lien étroit avec les fonds des Archives contestataires. L'objectif annoncé était double : faire connaître des recherches de master de la période récente et ouvrir un espace de discussion méthodologique et historiographique autour de l'histoire des mouvements sociaux. La journée a alterné une intervention liminaire, deux sessions thématiques et un segment final consacré aux pratiques de l'archive.

La journée de conférences s'ouvre avec l'intervention de **Sabine Pitteloud**, professeure assistante en histoire contemporaine à Unidistance, qui explore les stratégies d'influence déployées par les élites économiques dans les années 1960 et 1970. Elle décrit un réseau patronal structuré, actif à plusieurs échelles – nationale, européenne et internationale – cherchant à limiter les politiques de régulation alors en gestation. Son exposé met en lumière un monde discret mais puissant, où se mêlent lobbying, communication et construction d'un discours économique influent. À travers cette plongée dans les coulisses du pouvoir, elle rappelle que la défense des intérêts industriels s'est souvent opposée aux ambitions sociales et environnementales, une tension encore bien présente aujourd'hui.

C'est ensuite **Patrick Horta** qui prend la parole et met en lumière un chapitre longtemps ignoré de l'histoire sociale suisse : les mobilisations des travailleurs saisonniers portugais entre 1970 et 1990. En s'appuyant sur des archives rarement exploitées, il montre comment, dès les années 1970, des collectifs proches de la nouvelle gauche genevoise soutiennent ces travailleurs soumis à des conditions particulièrement dures. Le GAEPS joue un rôle central, allant jusqu'à mener des actions symboliques comme l'occupation du consulat portugais en 1975.

Avec la Révolution des Œillets, les plaintes adressées à l'Union suisse des paysans révèlent une autre forme de résistance, plus discrète : des lettres individuelles dénonçant les abus vécus dans les régions rurales. Dans les années 1980, l'arrivée massive de Portugais dans le bâtiment favorise une mobilisation syndicale plus structurée, même si très inégale selon les régions. Horta évoque enfin la réalité familiale des « enfants du placard », symbole de la précarité et de la débrouille quotidienne.

Son intervention rappelle que les saisonniers portugais n'ont jamais été passifs : ils ont résisté, dénoncé et trouvé des formes d'action adaptées à des conditions souvent très contraignantes.

La transition se poursuit avec **Sofia Cuvi Sarasti**, qui replonge dans l'univers des travailleurs confrontés à la désindustrialisation. À travers les archives des typographes genevois, elle donne voix à ceux dont la disparition du secteur secondaire a profondément bouleversé la vie. Elle montre la coexistence de deux récits : celui, critique, d'une destruction brutale d'un monde ouvrier ; et celui, plus optimiste, d'une modernisation nécessaire. Son intervention rappelle que la désindustrialisation n'est pas seulement un phénomène économique, mais aussi un drame social, avec ses incertitudes, ses résistances et ses mémoires blessées.

Avec **Alia Brahmi**, le regard se déplace vers les luttes transnationales autour du conflit LIP. Elle détaille la circulation des solidarités entre France et Suisse, révélant l'énergie, les espoirs mais aussi les tensions internes au sein des mouvements soutenant les travailleurs. Alliances, divergences stratégiques, ambitions politiques : son intervention montre les multiples couches d'un militantisme pluriel, porté par des aspirations d'autogestion et de justice sociale.

La matinée se poursuit avec **Thelma Debons**, qui s'intéresse au journal genevois *Tout va bien*. Son exposé retrace l'histoire complexe de ce média militant, partagé entre engagement idéologique et nécessité de professionnalisation. Elle met en lumière les fragilités économiques de la presse alternative, confrontée à la concurrence des médias traditionnels et aux défis internes liés à l'organisation collective. Le destin du journal illustre les difficultés, mais aussi la créativité, de celles et ceux qui veulent proposer une autre manière d'informer.

Le prisme s'élargit encore avec **Hélène Goy**, qui présente l'émergence du féminisme opéraïste et la centralité du travail domestique dans la critique du capitalisme. Elle raconte comment certaines militantes ont cherché à rendre visible l'invisible : le travail ménager, non rémunéré, pourtant essentiel à la reproduction de l'économie. En retraçant la circulation de ces idées entre l'Italie, la Suisse et la France, elle montre un mouvement traversé de désaccords, mais animé par un même désir de transformer la société à partir du quotidien.

L'intervention de **Laura Morisod** s'intéresse aux dynamiques de sociabilité lesbienne à Genève entre 1972 et 2002, en retraçant l'évolution d'un mouvement longtemps invisibilisé dans l'histoire sociale. Elle montre comment les lesbiennes genevoises ont d'abord trouvé un espace d'expression dans la mixité des mouvements féministes et homosexuels, avant d'affirmer progressivement leur autonomie militante à partir de la fin des années 1970. Les années 1980 marquent l'apogée d'un activisme structuré, très politisé, avec la création de groupes comme *Vanille Fraise*, la production du journal *Clit 007* et l'organisation de rencontres internationales, témoignant d'une forte insertion dans les réseaux transnationaux. En parallèle, une sociabilité plus informelle se développe dans les bars et lors d'événements festifs, révélant la pluralité des identités lesbiennes. La décennie suivante est marquée par un certain essoufflement militant, mais aussi par une réinvention des formes d'organisation, notamment grâce à la radio féministe et à la professionnalisation progressive des espaces communautaires. À travers cette analyse

fine des pratiques, des lieux et des trajectoires, Laura Morisod met en lumière une histoire collective faite d'inventivité, de résistance et de recherche d'espaces propres dans un contexte souvent hostile.

Dans son intervention, **Thibaud Mabut** propose une réflexion sur les enjeux contemporains de la vulgarisation historique à l'ère des réseaux sociaux, en s'appuyant sur son propre projet consacré à l'*International Lesbian Information Service* (ILIS). Partant d'un travail académique classique en histoire, il montre comment la volonté de rendre visible une organisation lesbienne pionnière – mais largement oubliée – l'a conduit à transformer son approche narrative pour créer une mini-série documentaire destinée à un public jeune et non spécialiste. Ce passage de l'historien au journaliste, explique-t-il, implique un véritable travail de réécriture : incarner les archives, structurer le récit autour de personnages-guides, et penser les émotions comme vecteur de transmission. Thibaud Mabut revient aussi sur les dilemmes éthiques liés au recours à l'intelligence artificielle générative, utilisée pour pallier le manque d'images d'époque tout en veillant à préserver la vérité, la transparence et le respect des personnes représentées. Son intervention met en lumière l'apport paradoxal de la vulgarisation : loin de simplifier la recherche, elle oblige à l'approfondir, à questionner les archives et à inventer de nouvelles manières de raconter le passé.

La conclusion de la journée revient sur une problématique transversale qui traverse l'ensemble des interventions : la place de l'historien face aux mouvements sociaux qu'il étudie. L'accent est mis sur l'évolution de l'historiographie, passée d'une histoire « chaude », souvent écrite dans la proximité temporelle et affective des mobilisations, à une approche plus distanciée et analytique qui caractérise les travaux actuels. Cette distance, aujourd'hui valorisée pour sa rigueur, n'est toutefois pas sans risque : celui de gommer l'engagement qui, bien souvent, motive le choix même de ces objets de recherche. La réflexion invite ainsi à dépasser l'opposition entre neutralité scientifique et implication personnelle, en assumant que l'engagement peut constituer un levier interprétatif dès lors qu'il est pensé de manière réflexive et intégré à la démarche méthodologique. L'enjeu, en définitive, consiste à écrire une histoire capable de conjuguer exigence critique et sens politique, sans renoncer ni à la précision analytique ni à la vocation émancipatrice qui animent tant de recherches sur les luttes sociales.

Annexe — Aperçu du programme

Titre de la manifestation

Journée des masters 2025 (Archives contestataires & Collège du travail, Genève — 21.11.2025, 10h–17h)

10h00 — Accueil et mot de bienvenue par les Archives contestataires

10h15 — *Mouvements sociaux et contre-offensive patronale dans les années 1970*

SABINE PITTELOUD (intervention liminaire)

11h15–12h30 — *Mobilisations autour du travail*

- PATRICK HORTA — *Mobilisations et résistances des saisonnier·ères portugais·es en Suisse romande (1970–1990)*

- SOFIA CUVI SARASTI — *La désindustrialisation dans les arts graphiques de 1975 à 1985*

- ALIA BRAHMI — *L'affaire LIP et la Suisse*

14h00–15h30 — *Les mouvements sociaux et leurs outils théoriques et pratiques*

- THELMA DEBONS — *Le journal Tout va bien (1972–1983). Une fabrique alternative d'information dans la Genève des années post-68*

- HÉLÈNE GOY — *Femmes, marxisme et autonomie(s), un ménage à trois sulfureux. Genève comme foyer franco-suisse du féminisme opéraïste italien (1972–1979)*

- LAURA MORISOD — *Une lutte pour exister : la sociabilité des lesbiennes à Genève entre 1972 et 2002*

15h45–16h30 — *Pratiques de l'archive*

(Échanges autour des enjeux de collecte, description et diffusion des archives des mouvements sociaux)

